Histoire et linguistique

De Gaulle au forum d'Alger :

une micro-lecture du discours du 4 juin 1958

Lyonel Kaufmann

L'ANALYSE LINGUISTIQUE DU DISCOURS prononcé le 4 juin 1958 à Alger par le général De Gaulle poursuit deux objectifs différents et complémentaires. D'une part, notre étude veut contribuer à la recherche historique. Notre propos cherche alors à cerner dans quelle mesure De Gaulle est

un décolonisateur de principe, depuis toujours convaincu, ou politique lucide et réaliste, "décolonisant" quand il n'est plus possible de faire autrement ? (Alleg 1981 : 162)

Reportée au cas de l'Algérie, cette équation se transforme en : *le général de Gaulle a-t-il suivi de 1958 à 1962, à propos de l'Algérie, une politique nettement déterminée dès le départ ? et, si oui, laquelle ?* D'autre part, notre travail fournit un questionnement sur la pertinence de l'outil linguistique du discours dans l'étude historique, étant entendu que :

si [la linguistique] décrit le texte, si elle dit précisément ce qu'il y a dans le texte, son agencement interne, [elle] ne nous donne pas la clé, ni la fonction. Elle ordonne l'idéologie, mais ce que signifie socialement l'idéologie est hors de son champ. (Robin 1973 : 15)

Plus globalement, notre approche vise une pluridisciplinarité effective — celle d'une formation en histoire et en linguistique française — dépassant le cadre des discours de circonstance sur la promotion et la nécessité de cette dernière.

Dans un but descriptif, nous définirons ce texte comme constitué de séquences, une séquence étant

une entité relativement autonome, dotée d'une organisation interne qui lui est propre et donc en relation de dépendance/interdépendance avec l'ensemble plus vaste dont elle fait partie.

(Adam 1990 : 84)

En appliquant ce concept au discours du 4 juin, nous distinguerons trois séquences dans le mouvement rhétorique général :

Exorde

(1) Je vous ai compris !

Séquence 1

(2) Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la rénovation et de la fraternité.

(3) Je dis la rénovation à tous égards. Mais très justement vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c'est-à-dire par nos institutions, et c'est pourquoi me voilà.

(4) Et je dis la fraternité parce que vous offrez ce spectacle magnifique d'hommes qui, d'un bout à l'autre, quelles que soient leurs communautés, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main.

(5) Eh bien ! de tout cela, je prends acte au nom de la France et je déclare, qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière —, des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

(6) Cela signifie qu'il faut ouvrir des voies qui, jusqu'à présent, étaient fermées devant beaucoup. Cela signifie qu'il faut donner les moyens de vivre à ceux qui ne les avaient pas. Cela signifie qu'il faut reconnaître la dignité à ceux à qui on la contestait. Cela veut dire qu'il faut assurer une patrie à ceux qui pouvaient douter d'en avoir une.

Séquence 2

(7) L'armée, l'armée française, cohérente, ardente, disciplinée, sous les ordres de ses chefs, l'armée éprouvée en tant de circonstances et qui n'en a pas moins accompli ici une oeuvre magnifique de compréhension et de pacification, l'armée française a été sur cette terre le ferment, le témoin et elle est le garant, du mouvement qui s'y est développé.

(8) Elle a su endiguer le torrent pour en capter l'énergie. Je lui rends hommage. Je lui exprime ma confiance. Je compte sur elle pour aujourd'hui et pour demain.

Séquence 3

(9) Français à part entière, dans un seul et même collège ! Nous allons le montrer, pas plus tard que dans trois mois, dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider de leur propre destin.

(10) Pour ces dix millions de Français, leurs suffrages compteront autant que les suffrages de tous les autres. Ils auront à désigner, à

élire, je le répète en un seul collège, leurs représentants pour les pouvoirs publics, comme le feront tous les autres Français. Avec ces représentants élus, nous verrons comment faire le reste.

(11) Ah ! puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration : tous ceux de vos villes, de vos douars, de vos plaines, de vos djebels !

(12) Puisse-t-ils même y participer ceux qui, par désespoir, ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux — car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie —, qu'il est courageux mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide. Oui, moi de Gaulle, à ceux-là, j'ouvre les portes de la réconciliation.

Péroration

(13) Jamais plus qu'ici et jamais plus que ce soir, je n'ai compris combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux, la France !

Vive la République ! Vive la France !

Les séquences 1 et 2 sont organisées autour du même principe. Le locuteur de Gaulle produit des énoncés constatifs, puis ces mêmes énoncés amènent de Gaulle à produire des énoncés performatifs. Par ailleurs, on constate que la Séquence 1 s'articule autour des pronoms *je/vous*, alors que la Séquence 2 est dominée par *je/elle*.

La Séquence 3 est d'une construction quelque peu différente, car de Gaulle ne constate plus pour déclarer, mais il se projette dans un futur proche (verbes au futur et au subjonctif) et ne peut que souhaiter, même si cette séquence se termine sur un énoncé performatif (« j'ouvre les portes de la réconciliation »). Ce dernier performatif est subordonné à la réalisation préalable des souhaits énoncés. Dans le cadre de cette séquence, le jeu des pronoms s'articule autour de *je-nous/ceux-ceux qui*.

Pour comprendre l'importance du voyage en Algérie du 4 au 6 juin 1958, il faut savoir que jusque-là, de Gaulle s'était très peu exprimé et ses déclarations ne permettaient pas d'avoir une idée claire de ses positions tant au sujet de l'Algérie que de la décolonisation dans son ensemble. La dernière prise de position publique du Général remonte au 30 juin 1955 où, dans une conférence de presse, il déclarait :

Je dis qu'aucune autre politique que celle qui vise à substituer l'association à la domination dans l'Afrique du Nord ne saurait être ni valable ni digne de la France. (Lacouture 1985 : 511)

Auparavant, de la Libération à janvier 1946, alors qu'il est au pouvoir, il prend effectivement un certain nombre de mesures en faveur des musulmans; mais c'est sous son gouvernement que sont écrasées les émeutes de Sétif en 1945.

Le voyage du 4 au 6 juin est le premier de quatre voyages que de Gaulle va effectuer en Algérie de juin à décembre 1958¹. Après, il n'y fera plus que de courtes visites. Tous les discours qu'il prononce lors de ce premier voyage ne sont que des variations autour de celui du 4 juin. Concernant les conditions de réception du discours, nous laisserons la parole à un extrait d'article (non-signé) paru dans *Le Monde* du 6 juin 1958 et intitulé « La vibrante journée d'Alger » :

« Je vous ai compris ». A ces mots, les clameurs redoublent, l'ovation est indescriptible. Le général reprend d'une voix lente, détachant ses phrases et ses mots : « Je sais ce qui s'est passé... » son discours, qui dure une dizaine de minutes est souvent interrompu par les cris et les slogans. Les passages sur l'égalité et la fraternité de « dix millions de Français » sont follement applaudis et des « hurrah » éclatent lorsque le général rend hommage à l'armée. L'appel à la « réconciliation » est ponctuée de clameurs enthousiastes, mais aussi — et ce ne fut pas la réaction la moins étrange de cette foule — l'hommage rendu par le président du Conseil au courage de l'adversaire.

Seuls deux mots — le collège unique — sont accueillis dans le silence. Le général a pourtant respiré un temps après les avoir prononcé...

Il semble bien qu'un des moments essentiels du discours réside dans la question du collège unique. L'attitude du Général et celle de la foule le confirment. Le point de rupture entre de Gaulle et la foule est d'ailleurs très proche, mais le silence est déjà une victoire et l'indice d'une acceptation tacite aux yeux du Général.

¹ Pour rappel, le général de Gaulle est de retour aux affaires comme Président du Conseil suite à un mouvement insurrectionnel déclenché à Alger le 13 mai 1958 par les partisans de l'Algérie française. En Métropole comme en Algérie, De Gaulle semble le seul capable de sortir de la situation de blocage issue de la IV^e République. D'ailleurs, le Général se propose de changer de Constitution dans un délai de six mois.

1. LA PERFORMATIVITÉ DE LA PAROLE GAULLIENNE

À l'occasion de ce discours, de Gaulle endosse le masque de trois instances énonciatives différentes : l'une est de Gaulle-appelé au pouvoir par les insurgés du 13 mai à Alger malgré une certaine méfiance de ces derniers à son égard; la deuxième est de Gaulle-Président du Conseil; et la dernière est de Gaulle-chargé de préparer une nouvelle constitution. Cependant, la tâche première du Général consiste à restaurer la légitimité d'un Etat aux institutions largement déconsidérées et cette dernière passe d'abord par la reconnaissance de la sienne.

D'où l'importance de l'exorde qui en bonne rhétorique classique vise à provoquer l'adhésion immédiate de la foule aux idées de l'orateur. Dans ce discours, il tient en une seule phrase : « Je vous ai compris ». Par ailleurs, la fin du discours est un retour à un exorde transformé puisque, d'une ouverture du discours « Je vous ai compris », on passe à une clause « J'ai compris la France » qui donne à lire le glissement VOUS = LA FRANCE.

Dans l'exorde est posé un fait acquis qui n'est pas contestable puisque, avec le passé composé, le procès est, à la fois, accompli et temporellement antérieur au moment de l'énonciation. Dans ces conditions, seul le résultat du fait que de Gaulle ait compris ses allocutaires est à considérer. De plus, le passé composé comporte un aspect perfectif qui « présente le procès comme un tout indivisible, saisi "du dehors" dans toutes les phases de son déroulement, comme une sorte de "point" apparu à un moment déterminé » (Maingueneau 1981 : 48). En résumé, de Gaulle se pose comme celui qui comprend ses allocutaires. L'accompli de l'énonciation renvoie à un accompli de la situation : il n'est pas contestable que de Gaulle comprenne les Algériens.

1.1. ACTES DE LANGAGE ET INSTITUTION DISCURSIVE

Avant de poursuivre sur la construction par de Gaulle de sa légitimité et la restauration de celle de l'État, nous devons aborder un certain nombre de points théoriques de l'analyse de discours.

Comme le rappelle Dominique Maingueneau dans son essai sur l'analyse de discours :

Dans la perspective pragmatique, le langage est considéré comme une forme d'action; chaque acte de langage (baptiser, licencier, mais aussi promettre, affirmer, interroger, etc.) est inséparable d'une institution, celle que cet acte présuppose par le seul fait qu'on l'accomplit [...]. Par son énonciation même l'acte de langage se donne comme pertinent. (1987 : 19)

Les actes de langages qui permettent l'exécution d'une action sont appelés *énoncés performatifs*. Ils s'opposent aux *énoncés constatifs* qui se contentent de décrire un procès. Les énoncés performatifs sont notamment produits lors d'actes d'autorité et, comme le précise Benveniste, « un énoncé performatif n'a de réalité que s'il est authentifié comme acte » (1966 : 273). Mais Bourdieu a bien souligné qu'il ne suffisait pas qu'il y ait des énoncés performatifs pour qu'il y ait discours d'autorité, pour qu'un discours soit légitimé. Car :

Un énoncé performatif est voué à l'échec toutes les fois qu'il n'est pas prononcé par une personne ayant le pouvoir de le prononcer, [...], bref toutes les fois que le locuteur n'a pas autorité pour émettre les mots qu'il énonce. (1982 : 108)

Pour Bourdieu,

la spécificité du discours d'autorité [...] réside dans le fait qu'il ne suffit pas qu'il soit compris [...] il n'exerce son effet propre qu'à condition d'être reconnu comme tel.

Le discours d'autorité « doit être prononcé par la personne légitimée à le prononcer » et

il doit être prononcé dans une situation légitime, c'est-à-dire devant les récepteurs légitimes [...], il doit enfin être énoncé dans les formes (syntaxiques, phonétiques, etc.) légitimes. (1982 : 109)

Ainsi il s'agit notamment de juger de la réussite ou de l'échec des stratégies discursives employées.

Dès lors, on peut considérer l'exorde et la Séquence 1 comme un préalable nécessaire pour légitimer la prise de parole et permettre l'énoncé performatif (5). De Gaulle ne peut parvenir à « prendre acte » et à « déclarer », de même que la France, par son intermédiaire, ne peut « considérer » que parce qu'il les « a compris » et qu'il sait « ce qui s'est passé ici ».

Ce savoir renvoie à un présupposé au sens strict et le mouvement discursif du paragraphe (2) est à comprendre comme une tentative de justification par le locuteur de Gaulle de son assertion « Je vous ai compris ». Dès lors, l'énoncé « Je sais ce qui s'est passé ici » répond à une question présupposée de ses interlocuteurs : « pourquoi est-ce que vous nous comprenez ». (2) permet ensuite d'indiquer dans quelles limites le Général est disposé à les comprendre. D'où les précisions (3) qui suivent et qui conduisent à la rénovation *mais* par l'entremise des institutions².

Par ailleurs, l'énoncé « Je sais ce qui s'est passé » présuppose un énoncé du type : « les autres Présidents du Conseil, eux, ne savaient pas ce qui se passait ici ». Ils ne savaient pas parce que, deuxième présupposé, ils n'avaient pas vu ce que les Algériens avaient voulu faire³. A contrario, de Gaulle devient le détenteur d'un *savoir* et peut donc tout comprendre. Désormais, il a en mains les trois modalités de la compétence (*savoir/vouloir/pouvoir*), et l'exorde et les présupposés qui s'y rattachent rendent l'action possible.

Après avoir établi sa compétence, de Gaulle cherche au début du troisième paragraphe à asseoir la légitimité de sa fonction de Président du Conseil, investi des pleins pouvoirs et chargé d'établir une nouvelle constitution. Il y parvient à l'aide de la phrase « mais très justement... et c'est pourquoi me voilà ».

Ce qui nous intéresse ici, c'est de saisir la logique qui permet d'amener l'interlocuteur à admettre « c'est pourquoi me voilà ». Il est évident que toute rénovation doit commencer par le commencement, mais, immédiatement, de Gaulle, par reformulation — c'est-à-dire par paraphrasage —, bloque l'infinité des interprétations possibles de commencement en fournissant un équivalent. Comme l'indique Maingueneau, « le paraphrasage place celui qui y recourt en position d'énonciateur "autorisé" capable de maîtriser les signes » (1987 : 69). En ce point du discours, de Gaulle-Président du Conseil est légitimé, car il a la compétence de com-

² Ce qui n'était pas vraiment l'intention première et définitive des partisans de l'Algérie française. De Gaulle les force en quelque sorte à réintégrer le cadre de la légalité.

³ D'autant plus que les Présidents du Conseil n'osaient plus mettre les pieds en Algérie depuis le 6 février 1956, jour où Guy Mollet avait été pris à partie par la foule algéroise.

prendre les Algériens (*savoir*) et les Algériens veulent (*vouloir*) la rénovation au travers des institutions (*pouvoir*) dont de Gaulle est l'incarnation.

Avant de *prendre acte* et de *déclarer* — qui présupposent, en tant qu'actes performatifs, une institution et un sujet habilité à les accomplir — de Gaulle explicite encore ce qu'il entend par fraternité (4); cet énoncé permet une légitimation de la décision qu'il va prendre au nom de la France. Arrivé en ce point du discours, de Gaulle est en mesure de produire les actes d'autorité qui suivent.

En conclusion, tout ce qui précède visait à rendre (5) possible. Le coup de force et l'effet de l'exorde étant le préalable indispensable pour faire admettre le principe du collège unique dont les Algériens de souche européenne ne voulaient à aucun prix entendre parler. L'hostilité à ce principe est fort bien soulignée par le silence qui suit son énonciation par de Gaulle. Quoi qu'il en soit, à partir de cet instant, de Gaulle ne parlera plus en tant qu'individu, mais en tant que Président du Conseil, incarnation de la France. Il est donc devenu l'énonciateur autorisé, légitimé.

1.2. TEMPORALITÉ, MODALITÉ ET PERFORMATIVITÉ

Dans le discours qui nous occupe, tous les actes d'autorité du locuteur produits à la fin de chaque séquence sont au présent, lui-même étroitement lié au *je* du discours : *je sais, je vois, je dis, je prends acte, etc.* Rien de très étonnant à cela d'ailleurs. Le présent est avant tout action pour de Gaulle; en disant « je déclare » l'accomplissement est total; immédiatement, les voies s'ouvrent, les moyens sont donnés, etc. Il s'agit d'un temps "plein" pour le Général, aucune contestation n'est possible.

À cet égard, l'étude de (6) est révélatrice en raison de l'emploi du verbe modalisant d'assomption « falloir » suivi de verbes à l'imparfait. L'emploi au présent d'un verbe à valeur modale équivaut à l'emploi d'un futur et la notion de *tension* dès lors intervient, notion dont les textes politiques fournissent d'innombrables exemples (« il nous faut dès maintenant nous unir dans la lutte contre l'inflation »). Ce concept de tension « regarde la relation qui s'établit entre le locuteur et l'allocutaire, le texte étant considéré comme médiateur d'un désir, tentative de

saisie de l'allocutaire » (Maingueneau 1976 : 120). S'il y a tension, il y a « prise en charge d'un « faire », d'un non-accompli ».

Dans le cas d'un énoncé combinant un verbe modal et une non-personne (*il*), trois types d'interprétation modale sont envisageables : nécessité, probabilité, voire possibilité. Dans nos quatre énoncés, nous sommes dans l'ordre de la nécessité et la tension entre de Gaulle et ses allocutaires est donc en son point culminant, puisque le Général impose par là-même un comportement déterminé à son auditoire. Mais cette tension introduite par « il faut » est atténuée par les imparfaits qui suivent et qui figurent dans les quatre énoncés (6).

Ces quatre énoncés nous intéressent, car ils auraient très bien pu être au présent. Mais, si de Gaulle avait employé des verbes au présent en lieu et place des imparfaits, les voies seraient encore fermées, les moyens de vivre devraient encore être donnés, etc. Au contraire, avec l'utilisation de l'imparfait, la dignité n'est plus contestée; elle l'était, mais avant l'énonciation. La structure de ces énoncés pose ainsi une coupure temporelle soulignée encore par l'emploi de « jusqu'à présent ». C'est le fait même d'énoncer qui, immédiatement, fait disparaître les obstacles. Il a suffi que la France ait considéré qu'il n'y avait plus qu'une seule catégorie d'habitants pour que cela soit possible et effectif. L'énonciation performative chez de Gaulle a une valeur d'accomplissement immédiat et total; l'utilisation des quatre verbes à l'imparfait en est la meilleure illustration.

On comprend mieux ainsi pourquoi de Gaulle méprise tant l'opposition et les opposants : il ne peut y avoir d'opposants à la politique de celui qui incarne la France, parce qu'il lui suffit de parler pour que les problèmes soient résolus.

2. POLYPHONIE : *JE, VOUS, NOUS...* ET LES AUTRES

Les relations entre les différentes personnes et non-personnes présentes dans le discours doivent être étudiées de près. Pour ce faire, l'article de S. Bonnafous (1983) et les notions mises en évidence par J.-M. Adam (1990 : 62—68) nous fournissent les bases théoriques d'un examen du dispositif polyphonique.

2.1. JE-DE GAULLE ET MOI-DE GAULLE

Dans le cadre de l'allocution du 4 juin, le *je* occupe constamment le devant de la scène. Nous sommes en présence d'un locuteur prenant totalement en charge l'énoncé, la distance d'énonciation tendant vers zéro⁴. Nous assistons à une sorte de "gonflement" du *je*.

Cette attitude n'est pas constante chez de Gaulle. Dans leur étude sur le vocabulaire du général de Gaulle, J.-M. Cotteret et René Moreau (1969) ont dégagé deux grandes catégories de discours : les discours-appel où le *je* prédomine et les discours-bilan où le *nous* domine (dans ceux-ci, de Gaulle intervient en tant que porte-parole de la France et des Français).

Nous avons bien ici affaire à un discours-appel. Nous sommes en présence d'un de Gaulle cherchant l'assentiment de ses interlocuteurs dans la tâche qu'il entreprend; un de Gaulle candidat, dans un premier temps, à la légitimation populaire des pouvoirs qu'il vient de recevoir et également candidat, à moyen terme et par référendum interposé d'une nouvelle Constitution.

Cette interprétation trouve sa confirmation avec la thèse de Muriel Colin-Platini qui distingue également deux catégories de discours :

Les discours électoraux impliquent un appel du locuteur (Je) à l'allocuté (Vous), alors que les discours non-électoraux, où De Gaulle n'a plus à interpeller, mais à constater — fonction essentielle des discours de fin d'année — ce qui a été accompli par l'ensemble des français auquel il s'associe, font apparaître le nous inclusif (Je + Vous).⁵

Dans notre discours du 4 juin, le *je* du début, à la recherche d'une première légitimation, laisse ensuite la place au *je* du Président du Conseil investi des pleins pouvoirs. Depuis « je déclare », de Gaulle parle au nom de la France; mais n'ayant pas

⁴ Maingueneau (1976), p. 119. Au contraire de la narration historique ou du discours didactique qui reposent sur une mise en retrait de l'énonciateur.

⁵ Muriel Colin-Platini (1976), *Une analyse linguistique des discours de De Gaulle*, Thèse de 3ème cycle, Paris V, p. 35. Repris dans Bonnafous (1983), p. 11.

reçu son mandat suite à un vote du peuple, il n'utilise pas le *nous*.

Ce *je* du de Gaulle-Président du Conseil nous est confirmé par l'utilisation des deux *moi* de la Séquence 3, car avec le *moi* :

c'est en son nom propre de locuteur [qu']un parlant, toujours et seulement lui, se réfère à lui-même en tant que parlant, puis dénomme en face de lui TOI, et hors du dialogue, LUI.

(Benveniste 1974 : 200)

Ce « nom propre de locuteur » est assumé par tout locuteur à son compte personnel. Le « moi de Gaulle » est encore plus signifiant puisqu'il « définit le sujet à la fois par sa situation contingente de parlant, et par son individualité distinctive dans la communauté » (1974 : 201).

A nouveau, dans les deux énoncés (12), de Gaulle n'est plus l'incarnation de la France : c'est de Gaulle, et lui seul, qui prend en charge la responsabilité de l'énoncé. Il y met tout le poids de son prestige.

2.2. QUI DE GAULLE A-T-IL COMPRIS ?

L'hypothèse de S. Bonnafous pour repérer un allocutaire — soit celui qui, dans le sens même de l'énoncé, est présenté comme la personne à qui est destiné ce dernier — est la suivante :

Dans un discours suivi, l'énoncé qui ne comporte aucune marque linguistique de son allocutaire a le même allocutaire que le plus proche énoncé, antérieur, ou à défaut postérieur, qui relève du même locuteur, et comporte une marque renvoyant à un allocutaire.

(1983 : 9)

Les marques spécifiques de l'allocutaire sont le vocatif, les pronoms de la deuxième personne et les prédicats qui leur sont attribués. Ce qui n'est guère contestable puisque, avec la troisième personne, « un prédicat est bien énoncé, seulement hors du “je-tu” [...]. Dès lors, la légitimité de cette forme comme “personne” se trouve mise en question » (Benveniste 1966 : 228).

En fonction de ce qui précède, l'allocutaire correspond au *vous* de « Je vous ai compris », mais qui recouvre-t-il ? Ils nous faut le découvrir à partir du texte. Les allocutaires sont ceux qui ont ouvert en Algérie la route de la rénovation et de la fraternité

et qui ont voulu commencer par les institutions de la France, c'est-à-dire, en termes clairs, ceux qui ont fait et soutenu l'initiative du 13 mai 1958 dont l'incarnation actuelle est constituée par les comités de salut public. Un peu plus schématiquement, ce mouvement comprend les Algériens de souche européenne (partisans de l'Algérie française) et les militaires opérant en Algérie. Ce sont eux également qui ont amené de Gaulle à la Présidence du Conseil.

La preuve qu'il ne s'agit pas de tous les Algériens peut même être trouvée dans le discours. En effet, quand de Gaulle parle des dix millions de Français d'Algérie, ceux-ci sont rejetés à la troisième personne et se situent donc hors du *je-tu*.

Pendant, en examinant les énoncés au futur de la Séquence 3, on constate que les allocutaires du début du discours sont progressivement rejetés au niveau de la non-personne et ne sont donc plus allocutaires du discours. Pour saisir cette transformation, l'étude des *nous* et des *ils* de non-personne de ces quatre énoncés est nécessaire.

Tout d'abord, le *nous* est soit la composition d'un *Je + tu (+ tu...)*, d'un *Je + il (+il...)* ou d'un *Je + je (+ je...)*. Si le deuxième *nous* (10) est sans aucun doute possible l'association d'un *Je + ils*, le premier (9) est assez ambigu. En effet, un doute subsiste entre un *Je + vous* et un *Je + tous les Français*.

Pour notre part, en raison des distinctions constantes entre ceux du 13 mai et les autres (soit les 9 millions de Français d'Algérie restants), nous avons l'impression que de Gaulle veut bien faire sentir l'honneur accordé par de Gaulle (incarnation temporaire de la France) et ceux du 13 mai à ces autres neuf millions d'Algériens. C'est également une manière de faire accepter ce collège unique en associant les partisans d'une Algérie française à la décision. Mais, en instaurant le collège unique, ce *Je + vous* comprend, dans une certaine mesure, les neuf millions d'Algériens qui deviennent ainsi brièvement partie prenante du groupe des allocutaires.

Le deuxième *nous* (10) associé à un futur est intéressant. Car les dix millions de Français d'Algérie sont rejetés dans la non-personne. Ils ne sont associés à l'énonciation qu'à partir du moment où ils auront été élevé à la dignité de Français. Cette dignité ne

leur sera accordée que par leur participation au scrutin, car ils n'auront de légitimité que grâce à leurs représentants élus.

Au sujet de l'association d'une non-personne et d'un futur, il est à relever qu'il s'agit

d'un savoir et d'un pouvoir : un énonciateur connaît (ou plus exactement fait comme s'il connaissait) parfaitement le destin d'une non-personne parce qu'il dispose (pouvoir) ou détient un savoir (fondé sur l'expérience, l'astrologie, des renseignements, etc.).

(Maingueneau 1981 : 78)

Maintenant que de Gaulle sait ce qui s'est passé, qu'il a le pouvoir de régler le destin des dix millions de Français d'Algérie, ceux-ci ne peuvent échapper aux règles du jeu établies par le locuteur. La fraternité algérienne doit se traduire par l'instauration du collège unique. La tension avec les allocutaires est d'ailleurs totale parce que, en ce point précis, le texte est « tentative de saisie de l'allocutaire » (Maingueneau 1976 : 120); preuve en est qu'il n'y a aucun applaudissement après l'énoncé « Français à part entière dans un seul et même collège ». Ils ne sont ensuite plus qu'un groupe (un million) au milieu des dix millions de Français. Simultanément à l'association des partisans de l'Algérie française à la décision de de Gaulle (« nous allons le montrer »), ces derniers sont dans un même mouvement englobés et dissous dans un ensemble plus vaste où ils n'occupent plus la place d'allocutaires.

Les interlocuteurs futurs apparaissent avec le deuxième *nous*, mais il ne s'agira pas uniquement de représentants issus du mouvement du 13 mai. Ce seront les représentants d'une identité plus vastes : ceux des dix millions de Français d'Algérie dont ceux du 13 mai ne seront plus qu'un des ensembles. On comprend mieux ainsi le sentiment de déception du Général quand, à la suite des élections qu'il annonce ce 4 juin, il aura en face de lui presque uniquement des représentants de l'Algérie française. Sur ce point important, il y aura bien échec pour de Gaulle.

2.3. L'ARMÉE

De simple partie des allocutaires, l'armée devient objet perlocutoire à la Séquence 2, c'est-à-dire « objet que de Gaulle cherche à

influencer par son discours » (Bonnafous 1983 : 14). En se transformant en objet perlocutoire, l'armée ne peut être que le destinataire implicite des actes de paroles spécifiques produits en (8). En effet, l'armée a ici les marques de la troisième personne soit « la forme verbale [ayant] pour fonction d'exprimer la non-personne » (Benveniste 1966 : 228); l'armée est maintenant hors du *je-tu*.

En produisant trois actes de parole : « je lui rends hommage », « je lui exprime ma confiance » et « je compte sur elle », de Gaulle répond indirectement à ceux qui doutent de l'attitude de l'armée française. Schématiquement, il s'agit d'une partie de la gauche métropolitaine qui désavoue le rôle de l'armée avant le 13 mai et, surtout, pendant et après ce 13 mai.

Par ailleurs, en exprimant son approbation devant les actions que l'armée a entreprises et en lui rendant hommage, de Gaulle la légitime dans le rôle contestable qu'elle a pris dans le mouvement du 13 mai. Mais on peut également comprendre cette séquence comme une remise au pas indirecte de l'armée afin qu'elle réintègre les institutions républicaines. Cette volonté de réintégration est un souci constant chez de Gaulle lors de ce premier voyage. Tous les discours prononcés en public contiendront des propos adressés à l'armée et à ses cadres.

2.4. ... ET LES AUTRES ?

Outre l'armée, les musulmans et le F.L.N. sont objets perlocutoires du discours soit destinataires implicites d'actes de parole. Cependant, à la différence de l'armée, ils ne sont jamais nommés explicitement.

2.4.1. *les musulmans*

Ils se constituent en objet du discours lorsque de Gaulle parle, à la Séquence 3, des suffrages des dix millions de Français d'Algérie (12). En effet, les Algériens de souche européenne font déjà partie des allocutaires. De Gaulle cherche à inciter les musulmans à voter. Ceci est encore plus clair lorsqu'il s'exclame : « Ah! Puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration : tous ceux de vos villes, de vos plaines, de vos djebels! » (11). D'ailleurs, le fait que de Gaulle ne les ait pas inclus

parmi les allocutaires du discours explique le recours au subjonctif. De la part du Général, il s'agit autant d'un souhait que d'un appel à la participation des musulmans au référendum. Mais, comme ces derniers ne sont pas allocutaires du discours, il lui est difficilement possible en cette occasion de les interpeller directement.

En outre, l'énoncé qui transforme les dix millions d'habitants d'Algérie en « dix millions de Français d'Algérie » entre, comme le souligne Denise Maldidier « dans un système d'énonciation polémique où il apparaît comme la négation de l'énoncé qui soutend le combat des Algériens » (1971 : 77).

De Gaulle pense que pour les influencer, il suffit de les considérer comme Français à part entière. Car, comme il le dit à la fin de son discours, « c'est beau, c'est grand, c'est généreux la France » Cet honneur leur a toujours été refusé jusqu'à ce jour, mais malheureusement pour de Gaulle, cet acte vient trop tard. Les nationalistes algériens ne reviendront pas en arrière.

2.4.2. *Le F.L.N.*

De Gaulle s'adresse aux membres du F.L.N. en deux occasions. Premièrement, à la fin de la Séquence 1 (« assurer une patrie à ceux qui pouvaient douter d'en avoir une »). Deuxièmement dans la Séquence 3 par l'intermédiaire de (12) « ceux qui [...] ceux-là ».

Dans les deux cas, il les nomme à la troisième personne. Ce faisant, tout en les nommant, il nie leur droit à l'existence en tant que combattant du F.L.N. De plus, ce traitement du F.L.N. est une forme de mise à l'écart. On peut, en effet, utiliser la forme de la troisième personne « en témoignage de mépris, pour ravaler celui qui ne mérite même pas qu'on s'adresse "personnellement" à lui ». Benveniste n'hésite pas à parler d'« une forme d'outrage qui peut le néantiser en tant que personne » (1966 : 231).

L'analyse de (12) est révélatrice de leur absence de la position d'allocutaire ou de destinataire de ce discours ainsi que de la néantisation de leur personne et de leur combat.

En premier lieu, le connecteur *même* confirme bien que les combattants du F.L.N. ne peuvent être destinataires ou allocutaires dans ce discours, puisque en utilisant ce connecteur, de Gaulle les met à part. Ils pourront être comptabilisés comme

Français-électeurs parce que de Gaulle leur ouvre les portes de la réconciliation. Les raisons amenant de Gaulle à ouvrir les portes de la réconciliation nient cependant dans le même temps l'objectif poursuivi par le F.L.N. En effet, de Gaulle pose que les combattants du F.L.N. ont commis une erreur puisque c'est *par désespoir* — sous-entendu de ne pouvoir être Français parce qu'ils doutent d'avoir une patrie (Séquence 1) — qu'ils *ont cru devoir* mener leur combat. En d'autres termes, le problème algérien est résolu, pour de Gaulle, dès lors que le collègue unique est institué.

Par la suite, de Gaulle leur reconnaît du courage, mais dans une structure argumentative qui tourne autour d'un MAIS : combat courageux MAIS cruel et fratricide.

La présence, dans le premier mouvement, de « je reconnais » accentue une polyphonie de type CERTES-MAIS. Reprenant les analyses de O. Ducrot sur CERTES-MAIS, Maingueneau (1987 : 122) indique que *certes* attribue à un objecteur fictif un argument que disqualifie l'énoncé amené par *mais*. On met ainsi en scène deux énonciateurs successifs, E1 et E2, qui argumentent dans des sens opposés. Bien que le locuteur se déclare d'accord avec le fait allégué par E1, il se distancie cependant de E1. Dans notre discours, de Gaulle concède au F.L.N. que le combat est courageux, mais il lui dénie le droit de continuer le combat (Conclusion C), car le fait qu'il soit cruel et fratricide implique qu'il doit cesser (Conclusion non-C). Dans la mesure où il cessera — la preuve en étant apportée par la participation du F.L.N. au référendum —, la réconciliation est possible.

En outre si de Gaulle reconnaît du courage aux combattants du F.L.N., la justification de cette reconnaissance, dans la parenthèse introduite par le connecteur *car*, diminue d'autant leur mérite. En effet, le courage est commun à tous ceux qui peuplent l'Algérie.

En définitive, il apparaît clairement, avec cet énoncé, que les membres du F.L.N. ne feront partie des dix millions de Français que pour autant qu'ils abandonneront le combat. Il n'y aura réconciliation, et donc reconnaissance de leur qualité, qu'à ce prix.

Ainsi, le traitement du F.L.N. par de Gaulle n'est pas différent de celui qu'il réserve à l'opposition en général. Bonnafous a bien montré que, dans les discours de de Gaulle, l'opposition est lin-

guistiquement exclue des places d'allocutaires et de destinataires (1983 : 14). Les opposants ne sont destinataires d'actes de paroles spécifiques que de manière indirecte.

3. CONCLUSION

Notre étude poursuivait deux objectifs. Concernant la pertinence de l'outil d'analyse linguistique à l'égard d'une réalité textuelle, ce travail nous a notamment permis de montrer de quelle manière de Gaulle parvient à se construire une légitimation. Le « Je vous ai compris » initial pouvait paraître facile à énoncer, mais l'important pour de Gaulle réside avant tout dans sa réussite ou non à faire accepter le collège unique. Ensuite nous avons pu déterminer que l'énonciation performative chez de Gaulle avait valeur d'accomplissement immédiat et total. Sur le champ, l'état du monde est modifié.

Pour terminer, dans deux autres domaines, nous avons confirmé des thèses émises par d'autres : d'une part, avec de Gaulle, on ne peut être que pour (ou avec) ou contre la France; d'autre part, corrélativement, de Gaulle ne traite pas avec l'opposition, il la déconsidère, il la nie même constamment.

Au sujet de l'attitude observée par de Gaulle vis-à-vis de la décolonisation de l'Algérie, cette étude nous permet d'affirmer que, dans ce discours, de Gaulle reste à mi-chemin entre les partisans de l'Algérie française et le F.L.N. En effet, s'il dit avoir compris ceux du 13 mai, il ne leur accorde pas l'intégration qui souderait les dix millions de Français d'Algérie aux quarante-cinq millions de Métropolitains. Dans le discours, il détache constamment ces dix millions du reste des Français. De plus, il fait accepter (même si c'est dans le silence) le principe du collège unique aux partisans de l'Algérie française et, ensuite, ces derniers ne forment plus un corps à part et singularisé puisque de Gaulle les englobe dans l'ensemble nettement plus vaste des dix millions de Français d'Algérie.

En conséquence, on ne peut pas véritablement parler de « trahison » de sa part à l'égard des partisans de l'Algérie française. Ce seraient plutôt ces derniers qui ont pris leurs désirs pour

la réalité; un peu encouragés, il est vrai, par les propos ambigus tenus par le Général.

S'il rejette le thème de l'Algérie française, de Gaulle n'adhère pas non plus aux désirs du F.L.N. De toute façon, il ne les comprend pas, car, pour lui, tout l'univers ne peut que chercher, si ce n'est à être Français, du moins à s'associer à la France. En outre, le F.L.N. s'opposant à la France, de Gaulle le traite comme toute autre opposition : avec mépris.

En dernier lieu, reste posée la question de l'emploi de la linguistique dans une étude historique. Notre démarche n'est pas la seule possible (Robin 1973). D'une manière générale, deux pièges sont à éviter dans les rapports de l'historien avec la linguistique. Le premier consisterait dans l'emploi par l'historien de concepts théoriques, d'une part, fragmentaires et, d'autre part, maîtrisés imparfaitement. Le second résiderait dans l'utilisation de concepts linguistiques dans la seule mesure où ils confirmeraient ce que des historiens ont envie de prouver pour ensuite se réfugier derrière « un appareil formalisé à la scientificité incontestable » (Robin 1973 : 16).

Sur ce plan, un des mérites de ce travail est sans aucun doute de nous avoir permis d'échapper aux débats habituels sur l'attitude du général de Gaulle dans l'affaire algérienne. Si l'outil linguistique nous a permis d'aborder autrement le sujet en le rationalisant quelque peu, nous nous sommes limité à l'étude d'un seul discours. La démarche devrait donc être étendue à l'analyse d'un plus grand nombre de discours.

© Lyonel Kaufmann 1993

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adam, J.-M. (1990). *Eléments de linguistique textuelle*. Bruxelles : Mardaga.
- Alleg, H. (sous la direction de) (1981). *La Guerre d'Algérie, Tome 3 : Des complots du 13 mai à l'indépendance*. Paris : Temps Actuels.
- Benveniste, E. (1966). *Problèmes de linguistique générale. Tome 1*. Paris : Gallimard, Collection "Tel".
- (1974). *Problèmes de linguistique générale. Tome 2*. Paris : Gallimard, Collection "Tel".
- Bonnafous, S. (1983). « Destinataire et allocutaire : mise en œuvre de deux notions de sémantique pragmatique à travers quatre discours de de Gaulle ». *Semantikos*, No 1.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire*. Paris : Fayard.
- Cotteret, J.-M., Moreau R. (1969). *Le Vocabulaire du général de Gaulle*. Paris : Armand Colin.
- Gaulle, Ch. de (1970). *Discours et messages. Tome 3 : Avec le renouveau (mai 1958— juillet 1962)*. Paris, : Plon.
- Lacouture, J. (1985). *De Gaulle. Tome 2 : Le Politique (1944—1959)*. Paris, : Seuil.
- Maingueneau, D. (1976). *Initiation aux méthodes de l'Analyse du discours (problèmes et perspectives)*. Paris : Hachette, Collection "Université".
- (1981). *Approches de l'énonciation en linguistique française*. Paris : Hachette. Collection "Université".
- (1987). *Nouvelles tendances en analyse du discours*. Paris : Hachette, Collection "Université".
- Malidier, D. (1971). « Le Discours politique de la Guerre d'Algérie : Approche synchronique et diachronique ». *Langages*, No 23, septembre.
- Robin R. (1973). *Histoire et linguistique*. Paris : Armand Colin.